

AFFAIBLISSEMENT DES RÈGLES DE L'UE SUR LE MÉTHANE

LES PRESSIONS DE L'INDUSTRIE FOSSILE

Octobre 2026



 Les Amis
de la Terre
France

Depuis début 2025, l'industrie des énergies fossiles mène une campagne de lobbying intense pour retarder et affaiblir le règlement européen sur les émissions de méthane, l'un des outils les plus importants de l'UE pour lutter contre le changement climatique. La coalition Fossil Free Politics a enquêté sur cette campagne : le rapport est disponible [via ce lien](#).

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

- L'industrie des énergies fossiles a **réclamé sans relâche un report de trois ans de la mise en œuvre du règlement** sur le méthane, un assouplissement des exigences imposées aux entreprises et une réduction des sanctions – et ce, malgré son engagement public, pris dans le cadre de l'initiative « Aiming for Zero Methane Emissions », à soutenir la réglementation sur le méthane.
- La Commission européenne a accueilli l'industrie des énergies fossiles à bras ouverts. En moyenne, les entreprises pétrolières et gazières ainsi que leurs associations professionnelles **ont rencontré la Commission toutes les semaines** entre janvier 2025 et juillet 2026. Plus de **80 % de toutes les réunions** de la Commission avec des représentants d'intérêts externes concernant le règlement sur le méthane **ont impliqué des lobbyistes de l'industrie fossile**.
- En un peu plus d'un an et demi, la Commission européenne a discuté du règlement sur le méthane avec 11 associations du secteur des énergies fossiles et 31 entreprises de ce secteur.
- L'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz en Europe (IOGP Europe, avec 16 réunions) et Eurogas (14 réunions) ont été les associations les plus actives. **TotalEnergies (12 réunions)**, ExxonMobil (8 réunions) et Shell (7 réunions) ont été les entreprises qui ont le plus souvent rencontré la Commission.
- Entre janvier 2025 et juillet 2026, l'industrie des combustibles fossiles a envoyé **au moins 18 lettres, déclarations et projets d'amendements** aux institutions de l'UE concernant ce règlement, soit en moyenne près d'une lettre par mois.
- Les associations professionnelles et entreprises du **secteur des énergies fossiles états-uniennes**, notamment l'American Petroleum Institute (API), ExxonMobil et ConocoPhillips, ont joué un rôle significatif dans cette campagne. Plus d'un quart de toutes les réunions de la Commission avec des acteurs du monde des affaires ont impliqué des entreprises américaines du secteur des énergies fossiles, tandis que ces dernières

sont également des membres actifs d'associations européennes du secteur des énergies fossiles. Au-delà du lobbying direct, les intérêts américains du secteur des énergies fossiles ont mis à profit leur influence politique à Washington, mobilisant l'administration Trump, le Congrès et les représentants diplomatiques américains pour faire pression sur l'UE afin qu'elle affaiblisse ou retarde l'adoption de la loi.

- L'industrie fossile a **exploité les craintes liées à la hausse des prix de l'énergie et aux risques de pénuries d'approvisionnement énergétique** de l'UE pour faire pression sur les décideurs européens afin qu'ils acceptent ses exigences. Elle a renforcé sa campagne en commandant un rapport au cabinet Wood MacKenzie, qui a été critiqué pour son recours à des hypothèses erronées et une mauvaise interprétation des exigences du règlement sur le méthane.
- Alors que l'Europe brûlait, les institutions européennes ont ouvert grand leurs portes à une industrie à l'origine de la crise climatique. Pendant les vagues de chaleur record de l'été 2026, qui ont provoqué des incendies de forêt et des sécheresses sans précédent à travers l'Europe, la Commission européenne a continué à entretenir des contacts intensifs avec les lobbyistes des énergies fossiles. En parallèle, **dix-sept États membres de l'UE ont exhorté la Commission à reporter l'application des règles de trois ans et à affaiblir la législation**. Le document qu'ils ont produit reflète fortement les déclarations de l'industrie des énergies fossiles.
- La Commission européenne a déjà commencé à céder à la pression de l'industrie. En juillet 2026, elle a **annoncé le report des sanctions jusqu'en 2030 et assoupli les exigences imposées aux entreprises**. En septembre 2026, elle a annoncé qu'elle proposerait un **nouveau report d'un an** des obligations du règlement sur le méthane pour les importateurs – une mesure qui risque d'ouvrir la voie à de nouveaux reports et à un affaiblissement de la loi.
- Le lobbying des énergies fossiles a également atteint le Parlement européen. Les dix-sept député-es européen-nes qui ont appelé à la réouverture du dossier du règlement sur le méthane dans une lettre adressée à la Commission européenne en avril 2026 avaient tous et toutes rencontré des lobbyistes du secteur des énergies fossiles au cours de l'année précédente.
- Ces conclusions montrent qu'il est **urgent de mettre en place un pare-feu pour protéger le processus décisionnel de l'UE** – y compris celui relatif au règlement sur le méthane – contre l'influence délétère de l'industrie des énergies fossiles. Tout comme les fabricants de tabac sont empêchés d'influencer les politiques de santé publique, les entreprises du secteur des énergies fossiles – dont les intérêts sont en conflit direct avec une action climatique efficace – **devraient être empêchées de saper les lois destinées à lutter contre la crise climatique**.